



De l'obscurité au ciel bleu

*Écouter la quête des peuples autochtones, des
communautés locales et des peuples afro-descendants
partager pour un meilleur futur*



Au cours de l'année 2022, une centaine de dirigeants de réseaux d'organisations de terrain venant de 22 pays¹ – des hommes, des femmes, des jeunes issus des peuples autochtones, des communautés locales et des populations afro-descendantes – ont été interrogés sur leurs espoirs, leurs rêves, et leurs craintes vis-à-vis de l'avenir.

Ces entretiens anonymes, commandés par l'Initiative pour les droits et ressources, ont été menés dans une approche de « pensée sans limite », le blue sky thinking (pensée de ciel bleu), dans le cadre de laquelle nous avons créé un espace libre pour le brainstorming et les nouvelles idées. Nous avons incité les participants à faire preuve d'ouverture d'esprit et à penser au-delà de leurs préoccupations quotidiennes. Selon les cas, nous nous sommes exprimés en indonésien, en anglais, en français, en népalais, en portugais et en espagnol, avec parfois une interprétation pour les langues autochtones. Nous avons cherché à savoir ce que ces dirigeants espèrent pour le monde de 2030 et au-delà, comment un tel monde pourrait voir le jour et quelles sont leurs inquiétudes quant au chemin à parcourir pour y parvenir.

Voici ce qu'ils nous ont dit.



¹ Les dirigeants interrogés sont originaire d'Amérique latine : Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama et Pérou ; d'Afrique : Cameroun, Congo, RDC, Kenya et Madagascar ; d'Asie : Bangladesh, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Népal et Thaïlande.

VISIONS D'AVENIR : « *Mon ciel bleu* »

Les dirigeants que nous avons interrogés ont exprimé des opinions diverses sur presque tous les sujets, mais tous partageaient au moins une vision universelle. Dans un monde idéal, dans leur ciel bleu, les communautés ont des droits garantis sur leurs terres, forêts et territoires communaux, notamment le droit de gouverner ces zones et d'exercer un contrôle sur les personnes y vivant et utilisant leurs ressources.

« Le désir de chaque peuple autochtone est de voir son territoire exempt d'étrangers, de personnes extérieures au territoire », explique un dirigeant autochtone latino-américain.

« Les détenteurs coutumiers de droits fonciers et forestiers veulent avoir des territoires autonomes au sein du territoire national et sous l'autorité de l'État », estime un autre dirigeant en Afrique. « Nous voulons un avenir où nous négocions directement avec les investisseurs lorsque nous acceptons un investissement sur nos terres et nos forêts. »

Une dirigeante autochtone d'Asie exprime sa pensée en termes plus personnels.

« Je veux un avenir où je peux vivre avec mes enfants en sécurité et sans peur », dit-elle. « Où je peux respirer sans être sous pression et défendre mes valeurs communes et mon identité propre, où j'ai la liberté de vivre dans la dignité et où je peux être sûre de ne pas être arrêtée. »

Dans le futur imaginé par les dirigeants avec lesquels nous nous sommes entretenus, les femmes, les hommes et les enfants vivant sur leurs territoires sont en sécurité et ne sont pas harcelés. Ils exercent leurs droits librement, décident eux-mêmes de la manière de préserver et de développer leurs territoires, leurs ressources et leurs modes de vie, et de se protéger de la croissance prédatrice effrénée qui se propage autour d'eux. Ils contribuent également au bien-être de tous les peuples du monde.

« Dans mon "ciel bleu", ce qui changera... c'est que grâce à des droits garantis, les populations autochtones et les communautés locales gèreront rationnellement et durablement leurs terres coutumières et ancestrales pour les générations actuelles et futures », confie un dirigeant autochtone en Afrique. « Nos interconnexions avec notre environnement naturel et nos savoirs traditionnels seront très bénéfiques pour le climat, pour nous-mêmes, notre pays et le reste du monde. »

Certains dirigeants ont exprimé une vision du « bien vivre » qui comprend un accès correct à l'éducation et aux services de santé ; la préservation de la culture, des forêts, de la biodiversité et de l'eau ; un accès égal à la terre et aux ressources ; et l'utilisation des ressources naturelles pour générer des

Ce récit, produit par Alastair Sarre, est basé sur une synthèse globale préparée par P. Davies, F. del Gatto, K. Edwards, D. Moenggorro, J. Nelson, P. René Oyono, B. Paudel, et A. Vianna et s'appuie également sur les cinq rapports régionaux suivants : pour le Brésil par A. Vianna (1) ; pour l'Amérique centrale et du Sud hispanophone par F. del Gatto (2) ; pour l'Afrique par R. Oyono (3) et J. Nelson (4) ; et pour l'Asie par B. Paudel, D. Moenggorro et K. Edwards (5). Tous ces rapports sont disponibles [ici](#).

revenus et des moyens de subsistance de manière proportionnée, équitable et durable.

« Ce que j'imagine être le bien vivre, c'est cela », confie un dirigeant autochtone brésilien. « Il ne s'agit pas d'une utopie, ni de romantisme : il s'agit de penser au territoire avec toutes ses richesses et aux gens avec leurs modes de vie et leurs cultures préservés et protégés. »

« Je vois un ciel bleu lorsque les détenteurs de droits fonciers et forestiers font un effort considérable pour se mobiliser sur des questions telles que la résolution pacifique des conflits, le partage équitable des bénéfices, la gouvernance locale, la gestion des ressources financières, les dialogues, [et] l'acquisition de compétences de négociation avec le secteur privé », explique un dirigeant communautaire en Afrique.

De nombreux dirigeants africains ont déclaré qu'ils imaginaient un avenir dans lequel les avantages du maintien des terres dans un cadre communal seraient mieux compris par les élites locales et communautaires. Ils espèrent que cela réduira la subdivision des terres en propriétés

privées, en particulier lorsque les centres urbains se développeront et que les mines et les routes bitumées arriveront.

« Nous ne croyons pas aux titres privés – les gens vendront et deviendront pauvres », prédit un dirigeant africain.

« Vous devez regarder les moteurs des subdivisions foncières [c'est-à-dire l'individualisation des titres] », explique un autre. « Ceux-ci sont en pleine croissance, et nous devons y réfléchir. »

Un troisième dirigeant africain est lui plus nuancé. « Notre ciel bleu idéal est que chacun ait des titres de propriété garantis pour ses terres », dit-il. « Cela peut être communal ou même individuel pour de nombreux peuples autochtones, par exemple lorsqu'ils veulent des terres près des villes. »

L'imagination de certains dirigeants² va au-delà des frontières territoriales ou de la territorialité pour inclure le droit à la mobilité – c'est-à-dire le droit d'adapter et de varier son itinérance en fonction des changements saisonniers et climatiques selon la disponibilité et la localisation de certaines ressources.

² Par exemple, nous nous sommes entretenus en Afrique avec des dirigeants issus des pygmées Baka, Bayeli, Aka et Bambuti, les nomades Mbororos et les Maasai, et avec des dirigeants au Brésil représentant le mouvement des cueilleuses de babassu.



Des femmes autochtones se réunissent dans leur village de la province de Bengkulu, sur l'île de Sumatra, en Indonésie.

Crédit: Jacob Maentz



Annie Gboyah, Peter K. Ben et Thomas Y. Kpue du clan Jogbahn se tiennent sur la ligne de démarcation entre la plantation de palmiers à huile et leurs terres dans le comté de Grand Bassa au Liberia.

DROITS :

« *Je pense qu'il y un recul des droits fondamentaux* »

Ces visions du futur seront difficiles à réaliser compte tenu des dures réalités auxquelles font aujourd'hui face nombre de peuples autochtones, communautés locales et populations afro-descendantes. Les dirigeants ont évoqué l'intensification des luttes pour la reconnaissance et la garantie des droits sur le terrain. Les disponibilités des ressources disponibles baissent rapidement, laissant les gens sans accès insuffisant à la nourriture, à l'eau et aux moyens de subsistance. Certains dirigeants ont fait état d'une augmentation du harcèlement, de la criminalisation et des menaces à l'encontre de leur personne. Il y a des inquiétudes quant au bien-être mental et physique de nombreuses personnes.

« Cela fait longtemps que je n'ai pas pensé à quelque chose de bien, de beau ou de positif », confie un dirigeant autochtone brésilien.

« Nous avons déjà perdu nos terres, nos forêts, notre identité culturelle et nos sites spirituels, mais maintenant nous sommes également menacés personnellement par la police et les autorités », dénonce un dirigeant autochtone d'Asie.

« Ce que j'ai vu en Colombie, c'est le recul des droits ethniques », constate un dirigeant autochtone. « Je crois que c'est la situation dans laquelle est le Brésil actuellement et que c'est probablement la direction que prennent d'autres pays. Nous ne sommes pas dans une période très favorable pour les peuples autochtones. Je pense que les droits fondamentaux sont en train de reculer. »

« Pour moi, l'autodétermination est la porte qui permet de revendiquer nos autres droits – le

droit de parler et de lire ma propre langue, de porter les vêtements traditionnels », explique un dirigeant autochtone d'Asie. « Mais maintenant, nous sommes paralysés par la peur pour nos familles, nos commerces et notre village. »

Les dirigeants de toutes les régions craignent de plus en plus d'être qualifiés de communistes, de traîtres, d'agents de l'étranger et d'autres qualificatifs délibérément provocateurs.

« Nous sommes trop souvent qualifiés de terroristes par notre propre gouvernement », regrette un jeune dirigeant autochtone en Asie.

Le scepticisme et la suspicion vis-à-vis des motivations des gouvernements sont largement répandus.

« C'est comme si l'État essayait de s'emparer des terres des communautés », estime un dirigeant communautaire africain.

« La réactivation des grands projets miniers et d'infrastructure [après la pandémie], loin de nous favoriser, porte directement atteinte à l'exercice de nos droits collectifs », alerte un dirigeant autochtone d'Amérique latine.

Certains des dirigeants que nous avons interrogés voient dans la menace croissante que représentent l'extraction des ressources, les gouvernements et la pandémie – le « ciel noir » actuel – une occasion de mobiliser les réseaux pour la défense des droits territoriaux. La solidarité sera plus forte que jamais.

« Nous sommes trop souvent qualifiés de terroristes par notre propre gouvernement », regrette un dirigeant autochtone d'Asie.



Chepkitala, Kenya | Crédit: TonyWild Photography

RÉSEAUX :

« *C'est la qualité de l'influence qui contribue à la lutte* »

Les dirigeants estiment qu'ils auront besoin d'un soutien accru pour leur travail futur à l'international, afin de leur permettre de maintenir une présence politique structurée. Cela doit être fondé sur une meilleure compréhension de leur part de la dynamique des interactions entre le Nord global, le Sud global, la société civile et les donateurs. Cela permettra de renforcer les liens entre les réseaux de détenteurs de droits.



Crédit: Mina Biyan

Un réseau communautaire de femmes au Liberia.

« Nous devons travailler davantage ensemble, nous renforcer et grandir, maintenant plus que jamais, entre nous dans les communautés et en se confrontant avec d'autres expériences, groupes, réseaux et mouvements dans d'autres endroits », explique un dirigeant communautaire en Amérique latine.

« Noirs et personnes de couleur, Nord et Sud, qui protestent, oui, mais qui se font aussi des alliés au sein du gouvernement ou partout où on peut en trouver. Nous allons devoir faire ça et être plus forts ensemble si nous voulons pouvoir garder nos forêts et les préserver de toutes les menaces croissantes et obtenir des droits plus permanents et durables », ajoute le dirigeant communautaire.

Certains dirigeants abordent l'immense diversité des peuples autochtones, des communautés locales et des populations afro-descendantes. Par exemple, il y a des différences entre les mouvements afro-descendants et autochtones

en Amérique latine ; entre les gestionnaires traditionnels sédentaires des terres, les sociétés de chasseurs-cueilleurs et les éleveurs en Afrique ; ceux qui s'appuient davantage sur les droits fonciers et ceux qui s'appuient sur les droits de collecte des ressources ; les groupes autochtones des montagnes et ceux des basses terres ; les peuples autochtones et les communautés locales dans les cadres juridiques coloniaux anglophones, francophones et hispaniques ; ceux qui souhaitent rester plus isolés et d'autres qui sont plus intégrés ; ceux qui vivent dans la forêt tropicale et ceux qui vivent dans la savane, plus sèche ; et même au sein des communautés d'un même pays ou d'une même région, il y a des différences. Il est important, rappellent les dirigeants, que les alliés internationaux comprennent cette diversité, ils doivent encourager l'unité et éviter les actions qui pourraient la compromettre.

Les dirigeants souhaitent une plus grande implication des divers réseaux et mouvements nationaux et locaux des peuples autochtones, des communautés locales et des populations afro-descendantes dans les décisions relatives aux programmes financés au niveau international qui les concernent, afin que ces programmes prennent mieux en compte la diversité dans leur conception et leur mise en œuvre.

Les dirigeants estiment qu'il est impératif d'élaborer des récits qui unifient les réseaux au niveau international et renforcent la cohésion sociale entre eux autour d'un agenda mondial commun. Ils lancent un avertissement : en l'absence d'un paysage clair de réseaux et de mouvements représentant les divers peuples autochtones, communautés locales et populations afro-descendantes, le travail des alliés internationaux pourrait accroître les différends et les tensions entre les réseaux et fragmenter les mouvements de détenteurs de droits.

Certains dirigeants souhaitent que les alliés internationaux soient davantage sensibilisés à ce que signifie le fait de travailler à plusieurs niveaux de réseaux de détenteurs de droits. Ils espèrent qu'à l'avenir, les organisations non gouvernementales et les gouvernements préféreront des dirigeants responsables devant des réseaux basés sur la communauté et l'adhésion. Ils aideront ces dirigeants à renforcer leur communication et leur responsabilité au sein de leurs réseaux à tous les niveaux.

« Pour moi, c'est la qualité de l'influence qui contribue à la lutte des peuples autochtones », confie un responsable autochtone d'Amérique latine.

« [C'est] le réseau des avocats autochtones, le réseau des biologistes, le réseau de ceci, de cela, de tout ce que nous pouvons réunir pour accroître ce grand réseau et construire cette large collaboration d'une manière plus significative. »

Les dirigeants ont également d'autres messages pour leurs alliés internationaux. Un soutien accru est vu comme nécessaire pour relier les réseaux locaux entre eux et les aider à apprendre les uns des autres, ainsi que pour relier les réseaux locaux et nationaux entre eux et avec les réseaux mondiaux.

« Nous sommes un réseau jeune, et nous nous efforçons de bien nous gouverner... mais nous n'avons pas de ressources pour faire quoi que ce soit ensemble », regrette un responsable communautaire en Afrique.

Deux dirigeants suggèrent de créer un cadre mondial de messages simple mais inclusif pour permettre une plus grande participation aux forums mondiaux et réduire la fragmentation des messages publics. Ce cadre pourrait par exemple tourner autour de la sécurité des droits territoriaux, de l'interdiction de la criminalisation et des meurtres, du consentement libre, informé et préalable et de l'accès direct au financement.

Les populations afro-descendantes d'Amérique latine estiment que leurs revendications territoriales sont étroitement liées à la lutte contre le racisme, qui a également son importance au sein d'autres agendas.

« Je pense qu'il y a une sorte d'invisibilité sur l'agenda noir et qu'il y a une dispute sur les différents récits », confie un dirigeant afro-descendant du Brésil. « Je pense qu'il serait nécessaire pour les autochtones et les Noirs de développer une compréhension plus large et unifiée vis-à-vis de l'agenda racial. »

« Je dis toujours que l'agenda environnemental sera incomplet s'il n'aborde pas l'agenda racial », assure un autre dirigeant afro-descendant. « Il est important d'inclure l'agenda racial, que le débat environnemental peut avoir manqué ou négligé. »

LE SECTEUR PRIVÉ :

« *Nous devrions grandir ensemble, pas avoir un gagnant et un perdant* »

Si certains dirigeants pensent que les entreprises privées peuvent être des alliées, nombreux sont ceux qui nous ont confié n'avoir aucune envie de dialoguer avec elles ou les investisseurs prédateurs. Au contraire, ils les combattent en déposant des plaintes, en demandant des compensations et en interpellant le gouvernement pour qu'il renforce sa supervision.

« Pendant que nous avons des gens qui meurent de faim en Amazonie et dans le Nordeste, d'autres dépensent de l'argent pour aller faire du tourisme sur la Lune », constate un dirigeant brésilien, frustré par l'extractivisme. « C'est le problème majeur : les entreprises ne veulent pas renoncer à leurs profits, elles ne veulent pas renoncer à leur zone de confort. »

« Quand le gouvernement dit : "Faisons des alliances avec les entreprises pour que vous puissiez produire et gagner plus", il ouvre les terres autochtones à tout type d'exploitation », dénonce un dirigeant autochtone du Brésil. « Lorsqu'ils pénètrent [sur les terres autochtones], les peuples autochtones n'ont plus de contrôle sur elles – ils seront utilisés comme main-d'œuvre bon marché, et seront maltraités, tout simplement. »

Certains dirigeants pensent toutefois que les entreprises privées peuvent être des alliées, en établissant des relations qui dépassent les simples partenariats dans le cadre de la chaîne d'approvisionnement pour développer des approches plus durables.

« Nous avons des partenariats de travail avec des entreprises privées qui ne se contentent pas de commercialiser des produits, mais vont au-delà et essaient de voir quels sont les besoins des communautés et les priorités de leurs organisations », rapporte un dirigeant

autochtone d'Amérique latine. « Nous appelons cela "grandir ensemble", sans avoir de vainqueur face à un perdant. Nous voulons des marchés justes et équitables pour les deux parties. »

Pour développer ces partenariats, les gouvernements doivent améliorer leur supervision et permettre aux peuples traditionnels de participer équitablement aux marchés. Les entreprises privées doivent également avoir des positions fermes pour défendre les droits territoriaux des peuples et communautés traditionnels.

« Nous devons établir une relation plus saine avec les entreprises et le gouvernement », estime un dirigeant traditionnel d'Amérique latine. « Les associations d'agrobusiness veulent discuter de la production durable, mais on ne les voit pas s'opposer à une loi qui vise à détruire les territoires traditionnels, par exemple. »

Les dirigeants interrogés, surtout en Afrique et en Asie, affirment qu'un soutien international plus important est nécessaire pour permettre le traitement officiel des revendications communales et des documents juridiques. Ce qui, à son tour, est nécessaire pour augmenter leur pouvoir de négociation face aux grandes entreprises transnationales et aux élites locales.

Mais les dirigeants savent aussi que leur crédibilité sur le terrain est liée au succès de modèles commerciaux innovants, des entreprises autochtones et des services gérés par la communauté sur leurs territoires. Les entreprises locales peuvent développer de

nouvelles chaînes de valeur qui tirent profit de la demande venant de la diaspora grandissante vivant dans les centres urbains où se trouvent les usines de transformation et les marchés. Elles peuvent également conserver plus de valeur localement et offrir des options viables pour mieux retenir les jeunes dans les communautés.

« Si nous pouvions soutenir et créer massivement des entreprises forestières, la tendance actuelle à l'exode des jeunes s'arrêterait et ceux qui sont à l'extérieur pour

le travail reviendraient au village », assure un dirigeant autochtone d'Asie. « Cela rendra également les femmes rurales plus confiantes et plus autonomes sur le plan économique. »

« Une grande partie de notre territoire a été envahie par de grandes entreprises d'extraction et d'exploitation de palmiers à huile », explique un dirigeant afro-descendant latino-américain. « Donc notre espoir est que, dans vingt ans, nous ayons réussi à récupérer tout ce territoire et que nous l'administrions complètement. »

« Nous avons des partenariats de travail avec des entreprises privées qui ne se contentent pas de commercialiser des produits, mais vont au-delà et essaient de voir quels sont les besoins des communautés et les priorités de leurs organisations », rapporte un dirigeant autochtone d'Amérique latine. « Nous appelons cela "grandir ensemble", sans avoir de vainqueur face à un perdant. Nous voulons des marchés justes et équitables pour les deux parties. »

ZONES PROTÉGÉES :

« *Pour les défenseurs de l'environnement, nous sommes le problème* »

Algunos líderes en América Latina, piensan que las superposiciones de sus territorios y áreas protegidas ofrecen una base para negociar y reclamar derechos y mejores protecciones, así como crear oportunidades para la conservación comunitaria. Algunos en otras partes del mundo, ven a la educación en materia de conservación como una forma de restaurar la toma de conciencia entre los jóvenes acerca de la agroecología y las prácticas forestales tradicionales. Consideran a las organizaciones no gubernamentales ambientales internacionales como aliadas reales o potenciales.

D'autres, en revanche, considèrent que les zones protégées augmentent la pression sur leurs terres. La création ou l'application de zones protégées peut également entraîner la présence sur le terrain de gardes et d'autres autorités extérieures. Les dirigeants craignent que l'établissement d'un plus grand nombre de zones protégées ne signifie davantage de déplacements forcés et d'exclusion.

« Les défenseurs de l'environnement disent que nous sommes le problème, mais nous avons toujours été là », dénonce un dirigeant communautaire en Afrique. « On nous pousse dehors. »

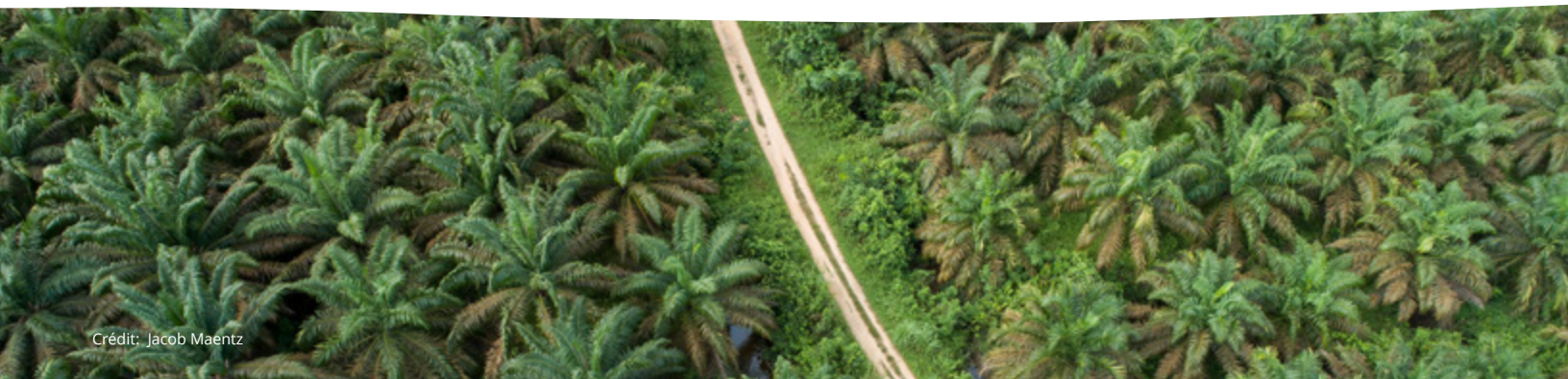
Certains dirigeants – en particulier en Afrique et en Asie – pensent que le mouvement mondial « 30x30 »³ constitue une menace. Ils craignent que la création de nouvelles zones protégées ne prime sur les droits des

communautés, ne réduise leur contrôle sur les terres et les ressources coutumières et ne diminue les investissements dans la foresterie communautaire. Nous avons rencontré des points de vue similaires sur les programmes d'atténuation du changement climatique par la réduction de la déforestation, la gestion durable des forêts et la restauration des forêts (souvent appelés REDD).

« **Les projets REDD et carbone ne cessent d'accaparer les terres, ils se développent sans cesse, mais nous n'en tirent aucun bénéfice** », dénonce un dirigeant communautaire en Afrique.

³ 30x30 est un objectif mondial adopté par plus de 95 pays pour préserver 30% des terres et mers de la planète d'ici 2030 grâce à des mesures de conservation par zone, comme les parcs nationaux.

Champs d'huile de palme
à Sumatra, Indonésie



FORUMS MONDIAUX :

« *Le mouvement doit renverser le discours* »



Crédit: Isabel Albee

Des membres du clan Jogbahn discutent de la tenure communautaire face à l'expansion constante des plantations d'huile de palme sur leurs terres dans le comté de Grand Bassa au Liberia.

Certains des dirigeants interrogés vivant dans des zones rurales ne semblent pas être conscients de la mesure dans laquelle les pressions nationales et mondiales les affectent déjà ou de l'impact potentiel de ces pressions sur leur future vie quotidienne. Certains ont fait part de leur souhait d'être mieux informés des tendances et processus mondiaux.

Dans l'ensemble cependant, de nombreux dirigeants nous ont dit qu'ils pensaient que la situation politique dans leur pays (et dans certains cas au niveau mondial) allait se dégrader pour leurs communautés dans les années à venir. Certains ont dit qu'ils chercheront à davantage participer aux forums régionaux et mondiaux pour faire valoir leurs arguments, car il pourrait devenir plus difficile de le faire directement avec leurs gouvernements. Beaucoup disent voir les forums mondiaux principalement comme des moyens de faire pression sur leurs propres gouvernements.

« Nous devons envisager la construction d'un agenda territorial plus rassembleur, plus complet et plus large, pas seulement au niveau des pays, mais de la région, ce qui nous permettrait d'avoir un agenda plus stable et permanent dans chaque pays face à nos gouvernants », confie un dirigeant autochtone d'Amérique latine.

Certains dirigeants disent espérer qu'à l'avenir, les organisations non gouvernementales agiront moins comme des gardiens dans les forums mondiaux et plus comme des « ouvreurs de portes ». Ils imaginent qu'à l'avenir, les dirigeants des peuples autochtones, des communautés locales et des populations afro-descendantes auront un meilleur accès aux informations à l'échelle mondiale et à des alliés pertinents pour leurs luttes locales. Ils ont l'intention de donner la priorité aux forums régionaux et mondiaux qui se tiennent dans leurs pays et régions, à ceux où des alliés internationaux clés ont un certain pouvoir de rassemblement et peuvent faciliter l'accès aux responsables gouvernementaux et aux donateurs, et à ceux où les messages nationaux et mondiaux peuvent être en phase.

Dans l'ensemble, les dirigeants disent qu'ils n'ont pas confiance dans la capacité des approches descendantes incarnées par les forums mondiaux à apporter des changements significatifs.

Comme nous l'a dit un responsable autochtone d'Amérique latine, les forums mondiaux sur le changement climatique, les Objectifs de développement durable et autres peuvent être animés de bonnes intentions, mais ils sont mal conçus car ils proposent des solutions mondiales qui ne fonctionneront tout simplement pas au niveau local.

« Au cours des dix prochaines années, le mouvement autochtone va devoir développer la capacité de renverser ce discours et d'aborder les problèmes de l'autre bout [du bas vers le haut] », estime le dirigeant latino-américain.

Mais la diversité des forums et processus internationaux est décourageante, nous a-t-on dit (ce que nous avons aussi observé). Les dirigeants ont du mal à déterminer où investir au mieux leur temps et leurs ressources limités. Ils sont confrontés à des demandes croissantes de la part de leurs partenaires de la société civile, des agences de coopération internationale et même des mouvements sociaux alliés. Tous ces acteurs sont importants car ils apportent une plus grande visibilité au niveau mondial – qui façonne l'action politique nationale – et un soutien financier, mais il est difficile de pouvoir tous les gérer.



« Au cours des dix prochaines années, le mouvement autochtone va devoir développer la capacité de renverser ce discours et d'aborder les problèmes de l'autre bout [du bas vers le haut] », estime un dirigeant autochtone latino-américain.

Les forums qui intéressent les dirigeants autochtones et communautaires que nous avons interrogés sont les suivants: *L'Union africaine ; la Communauté des États de l'Afrique centrale ; le Sommet des Amériques ; le Mercosur ; la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ; la Convention sur la diversité biologique ; le G7 ; et le G20. Les programmes financés au niveau international, tels que le Fonds de partenariat pour le carbone forestier et l'Initiative pour les forêts de l'Afrique centrale, les partenariats et accords bilatéraux visant à réduire la déforestation et à garantir la légalité du bois, ainsi que les diverses feuilles de route, pistes de dialogue et discussions associées à ces processus présentent également un intérêt pour eux.*



Crédit: Isabel Albee

Andiko, avocat de l'association indonésienne AsM Law, qui apporte un soutien juridique aux autochtones militant sur les questions de propriété foncière, s'adresse aux membres du clan Jogbahn dans le comté de Grand Bassa au Liberia.

REPRÉSENTATION :

« *Nous faisons face à des obstacles à une représentation de qualité* »

Les dirigeants que nous avons interrogés reconnaissent que les personnes occupant des postes de pouvoir n'ont pas toutes à l'esprit le bien de leur communauté, et que les organisations représentatives ne sont pas toutes concentrées sur un changement local positif. Comme le dit un dirigeant communautaire africain, « parfois, l'élite communautaire mène son peuple en bateau ».

De nombreux dirigeants s'inquiètent du fait qu'à mesure que les organisations représentatives grandissent et gagnent en pouvoir, elles perdent le contact avec leur base.

« Dans la plupart des cas, ce sont les personnes qui font partie de l'élite des groupes autochtones qui représentent les autres dans les forums, mais ils ne connaissent pas les problèmes concrets des peuples autochtones », regrette un dirigeant autochtone asiatique. « C'est pourquoi, nous faisons face à plusieurs obstacles à une représentation de qualité. »

Un autre dirigeant autochtone d'Asie exprime une remarque similaire : « Le problème principal est notre organisation centrale qui investit de moins en moins dans l'autonomisation des communautés, le partage des connaissances et le développement des capacités. »

Les dirigeants qui vivent dans les villages ruraux souhaitent en particulier des liens beaucoup plus forts entre la base communautaire et les dirigeants des réseaux infranationaux et nationaux. Cela permettrait de sensibiliser les personnes en haut de la hiérarchie aux problèmes fondamentaux des communautés.

Certains dirigeants pensent que les améliorations apportées à la communication et aux réseaux sociaux permettront de meilleures connexions et flux d'informations entre les dirigeants de réseaux et leurs territoires et leur base. Certains envisagent l'élection démocratique de dirigeants aux profils plus variés.

Dans la plupart des régions, les dirigeants ont déclaré vouloir davantage de personnes issues de leurs propres communautés et réseaux pour les représenter dans les administrations et gouvernements locaux et nationaux et au sein des systèmes juridiques. Dans cet objectif, ils prévoient de mettre en place des programmes et des stratégies. Ils pensent

que cela fera avancer la sécurisation des territoires, augmentera leurs contributions aux politiques de développement et leur donnera plus d'influence sur les réformes nationales et locales.

« Faites un Parlement noir », résume un dirigeant afro-descendant brésilien.
« Noircissez le système judiciaire. »

Obtenir une meilleure représentation dans le gouvernement au sens large est extrêmement difficile mais très important pour parvenir à un changement significatif.

« Nous ne sommes qu'une petite minorité, et nous n'avons aucun de nos membres au conseil », rappelle un dirigeant communautaire africain. « Cela rend difficile de faire changer les choses. »

Néanmoins, les dirigeants estiment qu'ils peuvent apporter une valeur ajoutée au leadership au niveau national.

Sin embargo, los líderes creen que pueden agregar valor al liderazgo nacional.

« J'imagine un mouvement autochtone totalement autonome, avec les moyens d'être présent dans les espaces de décision, d'être impliqué dans l'élaboration des politiques publiques et dans la politique pour tous les peuples », confie un dirigeant autochtone au Brésil. « Parce que je pense que nous ne pouvons pas rester bloqués uniquement sur l'agenda autochtone, nous avons toute les possibilités et le devoir de participer à la politique de tout le pays. »

FEMMES :

« *Nous sommes devenues plus fortes* »

Les dirigeants de toutes les régions considèrent que pour assurer un leadership de qualité, il faudra à l'avenir donner plus de pouvoir aux femmes et aux jeunes.

« Il est difficile de penser qu'une communauté ou une organisation puisse progresser dans sa lutte pour les droits en maintenant marginalisée plus de la moitié de la population, soit les femmes et les jeunes, en les laissant sans voix ni vote lors des décisions vitales qui concernent la communauté ou l'organisation », estime un dirigeant autochtone d'Amérique latine.

Nombre des dirigeants avec lesquels nous nous sommes entretenus se sont félicités de

la présence accrue des femmes dans des rôles de direction au sein de leurs communautés et souhaitent que cela se poursuive. Les femmes peuvent avoir une forte influence sur les grandes problématiques liées aux droits fonciers et territoriaux et à la gestion de ces territoires et terres – et pas seulement en ce qui concerne la défense des droits des femmes, bien que cela soit également important. Parmi les dirigeants que nous avons



Amazonie colombienne | Crédit: Juan Arredondo pour ACT Colombie



« La participation des femmes se trouve aujourd'hui dans un moment de transition où nous avons cessé de regarder par la fenêtre... Nous avons franchi la porte d'entrée et nous sommes maintenant sur la scène », constate une dirigeante autochtone du Brésil. « Nous occupons aujourd'hui plusieurs espaces de participation, que ce soit au sein du mouvement autochtone, dans les organisations, dans les espaces sociaux du village, à l'université, au travail ou même en politique. »

interrogés, les femmes comme les hommes ont exprimé ce point de vue.

« Les femmes sont le groupe le plus important avec lequel il faut travailler, avec les jeunes en général », affirme un dirigeant communautaire africain. « Les femmes s'occupent de leur communauté et de leur foyer et sont organisées. »

« Les femmes se préoccupent toujours du lendemain parce que nous sommes des mères, des grands-mères, des tantes », explique une dirigeante communautaire d'Amérique latine. « Nous sommes des enseignantes, nous sommes des épouses, et nous nous soucions de nos maris, de nos enfants, de nos petits-enfants. Le monde entier est dans nos pensées, et nous nous battons, les femmes sont devenues plus fortes. »

Une dirigeante autochtone brésilienne affirme qu'il y a une dynamique en faveur des femmes dirigeantes dans sa communauté.

« La participation des femmes se trouve aujourd'hui dans un moment de transition où nous avons cessé de regarder par la fenêtre... Nous avons franchi la porte d'entrée et nous sommes maintenant sur la scène », a-t-elle déclaré. « Nous occupons aujourd'hui plusieurs espaces de participation, que ce soit au sein du mouvement indigène, dans les organisations, dans les espaces sociaux du village, à l'université, au travail ou même en politique. »

Cette dirigeante dit que les femmes peuvent être de formidables catalyseurs du changement.

« Nous les femmes avons pour rôle de provoquer le changement, d'occuper des espaces, de sensibiliser et de rassembler les gens, d'amener

la société à regarder, à avoir ce regard différencié sur ce que signifient concrètement les peuples et les territoires autochtones pour toute l'humanité », détaille-t-elle.

D'autres dirigeantes abordent l'énorme fossé à combler en matière de représentation et de droits des femmes autochtones et communautaires.

« Nous représentons la moitié de la population, mais nous n'avons qu'un dixième de la représentation », dénonce l'une d'entre elles, en Afrique.

« Nos coutumes donnent encore la priorité aux hommes, parce que ce sont eux les responsables qui mènent chaque événement traditionnel », explique une jeune dirigeante autochtone asiatique. « Il est donc encore rare que des femmes contribuent à chaque prise de décision. »

Les dirigeants estiment qu'il est important d'encourager les femmes dirigeantes afin de renforcer les organisations de femmes sur leur territoire. Cela pourrait inclure celles qui, par exemple, s'identifient comme des collectrices spécialisées de ressources, des marchandes, des productrices et des entrepreneuses. Les dirigeantes de ces organisations seront bien placées pour défendre et exercer des droits spécifiques liés aux ressources, comme pour les groupes de cueilleuses de noix, les fabricantes de shampoings naturels et les entrepreneuses dans l'écotourisme.

« J'aimerais voir les femmes jouer un rôle plus reconnu et plus productif économiquement, dirigeant ce type de processus dans les territoires », confie une dirigeante autochtone latino-américaine.

Femmes en vedette



Sara Omi

Crédit: Alliance méso-américaine
des peuples et des forêts (AMPB)

*Dirigeante embere du Panama,
désignée par Forbes comme l'une
des 100 femmes les plus influentes
d'Amérique centrale.*



Cécile Ndjebet

Crédit: FAOPilar
Valbuena

*A reçu le prix Wangari Maathai des
défenseurs des forêts de la part du
Partenariat de collaboration sur les
forêts de l'ONU.*



Rukka Sombolinggi

Crédit: NHK
Monde Japon

*Elle est devenue secrétaire-générale
d'AMAN, le plus grand réseau autochtone
indonésien et co-présidente de Global
Alliance of Territorial Communities*



Bharati Pathak

Crédit: Association des
propriétaires de forêts
familiales du Népal

*Elle dirige la FECOFUN (Federation
des utilisateurs de la foresterie
communautaire au Népal), le plus large
réseau de la société civile népalaise.*



JEUNESSE :

« *Les jeunes partent tous vers les villes* »

Les défis croisés de ce qui se passe avec les jeunes des communautés et le besoin permanent de renouveler le leadership ont fait partie intégrante des nombreuses conversations que nous avons eues sur l'avenir des communautés, des territoires et des mouvements représentant les peuples autochtones, les communautés locales et les populations afro-descendantes.

« Notre autodétermination est la clé de notre politique, de notre éducation, de notre culture verte et de notre avenir », assure un jeune dirigeant autochtone du Cambodge. « C'est pourquoi nous devons continuer à promouvoir les jeunes et à leur donner du pouvoir. »

Mais de nombreux dirigeants estiment que les jeunes quitteront de plus en plus leurs territoires traditionnels à la recherche de nouvelles opportunités, avec le risque de perdre leurs savoirs culturels.

« Les jeunes partent tous vers les villes, pour étudier parfois, mais surtout pour aller voir, pour y trouver du travail et de l'argent », confie un dirigeant communautaire africain.

« Près de 60 % des jeunes autochtones ont émigré », estime un dirigeant autochtone en Asie. « Le gouvernement les pousse toujours plus à quitter leurs occupations traditionnelles. »

« Nous n'avons plus de terres depuis l'arrivée il y a 30 ans de ces deux sociétés agro-industrielles d'huile de palme et de caoutchouc », explique un dirigeant communautaire africain. « Nous avons perdu nos terres et nos forêts. Nous ne savons pas ce que nos petits-enfants vont faire pour survivre... Aller dans les villes ? »

« Les jeunes, ce qui les préoccupe le plus, c'est leur vie et leur éducation », raconte un responsable de la jeunesse autochtone en Asie. « Parce que les jeunes voient maintenant qu'ils ne sont pas en mesure de dépendre uniquement des connaissances traditionnelles en travaillant leur propre terre, car la terre a été accaparée, car la terre a été exploitée ou prise par des étrangers. »

Un autre jeune dirigeant autochtone en Asie nous confie que la survie occupe l'esprit de nombreux jeunes de son village.

« Presque toutes les nuits, les jeunes se réunissent et discutent », dit-il. « Le principal sujet de conversation est de savoir comment survivre dans le village. Nous avons essayé l'agriculture moderne et l'entrepreneuriat, mais nous avons échoué et nous n'avons pas de capital. »

Nous avons observé peu de consensus parmi les dirigeants sur la manière dont ils pourraient encourager les jeunes à s'impliquer dans leurs communautés et leurs mouvements et accorder une plus grande valeur aux connaissances et à la culture traditionnelles. Mais il y a un consensus sur le fait qu'une implication active des jeunes dans les communautés est cruciale.

Certains parlent de la relation étroite entre le renouvellement du leadership et l'éducation, les mouvements pour les droits territoriaux et fonciers étant appelés à passer entre les mains de dirigeants plus jeunes ayant une éducation plus formelle. Ces nouveaux leaders seront entre autres motivés par les opportunités économiques offertes par les terres et territoires de leurs communautés. Ils peuvent être encouragés par un soutien à long terme aux études secondaires et universitaires, ces études formelles étant complétées par des composantes ethnoculturelles.

Certains dirigeants envisagent de jeter des ponts entre le savoir académique et le savoir traditionnel, faisant émerger de cette fusion d'expertise de nouveaux types de jeunes conseillers. Cela pourrait inclure la création de nouveaux types d'associations professionnelles de peuples autochtones, de populations afro-descendantes et de communautés locales dans des domaines tels que le droit, l'anthropologie, la foresterie, l'enseignement, la communication et la réalisation de films. Il pourrait s'agir de travailler avec diverses organisations pour offrir des stages, des détachements et des bourses aux jeunes afin de leur permettre d'acquérir de l'expérience et une formation au leadership.

« J'imagine des jeunes qui dans quelques années seront des professionnels ayant fait des études universitaires mais qui auront aussi des principes et des valeurs culturelles pour exercer leurs savoirs ancestraux, qui pourront interpréter le monde occidental avec les connaissances du monde autochtone et qui auront la capacité de transformer ces connaissances en propositions pour le bien vivre des communautés », confie un dirigeant autochtone d'Amérique latine.

D'autres soulignent que les jeunes dirigeants de demain doivent être imprégnés dès aujourd'hui des apprentissages traditionnels.

« Quand je parle de leadership, je ne parle pas seulement de leadership organisationnel, je parle aussi de leadership ethnique, de connaissance de vos traditions, de vos coutumes et de vos tabous », explique un dirigeant autochtone d'Asie.

« Cela doit commencer dès le plus jeune âge car il a été fondamentalement et délibérément démantelé par le pouvoir et les médias de l'élite. »

Offrir aux jeunes des possibilités d'éducation suffisantes nécessite un soutien extérieur.

« La plupart des donateurs ne veulent pas financer des programmes d'éducation à long terme... Mais ceux-ci sont essentiels pour que les groupes marginalisés puissent faire entendre leur voix », plaide un dirigeant communautaire en Afrique.

On craint que les personnes ayant reçu une éducation formelle exercent une influence plus importante sur les personnes moins qualifiées, il faudra s'en prémunir.

« Avec des privilégiés connaissant le système, la mise en œuvre de bonnes ou de nouvelles lois est très faible », estime un dirigeant communautaire en Afrique. « Dans de nombreux cas, ils profitent de l'ignorance [des populations locales]. »

La plupart des dirigeants que nous avons interrogés sont convaincus qu'il faut renforcer les capacités de leadership des peuples autochtones, des communautés locales et des populations afro-descendantes en allant au-delà du système éducatif formel. Ce renforcement doit être autonomisant et non discriminatoire, il doit viser à renforcer les organisations sociales et à garantir la responsabilisation chez les dirigeants. Il pourrait impliquer des expériences et un apprentissage proches du terrain, ainsi que des visites et des échanges éducatifs internationaux et régionaux en personne.



Crédit: Archana Soreng

Archana Soreng, une jeune dirigeante de Khadia en Inde, est devenue une puissante voix de l'action climatique menée par les autochtones. Elle est membre du Groupe consultatif de la jeunesse sur les changements climatiques du secrétaire général des Nations unies.



Amazonie colombienne | Crédit: Juan Arredondo pour ACT Colombie

LOIS STATUTAIRES :

« *Nous sommes exclus de la fête* »

De nombreux dirigeants nous ont dit que les cadres juridiques nationaux pour la reconnaissance des droits territoriaux et communautaires sont insuffisants. Ils s'inquiètent du fait que, d'une part les lois existantes ne sont pas appliquées sur le terrain et que d'autre part, les obstacles politiques se multiplient, qu'elles que soient les lois formelles. Même s'ils sont bons, de nombreux cadres juridiques nationaux sont tortueux d'un point de vue bureaucratique.



« Tout le monde cherche maintenant des titres de propriété, mais nos communautés n'ont pas les ressources nécessaires pour préparer les documents », explique un dirigeant communautaire africain.

Un dirigeant autochtone d'Asie fait remarquer qu'un récent amendement aux lois sur les titres fonciers rend l'attribution de ceux-ci derniers encore plus difficile.

« Les titres fonciers, lorsqu'ils sont approuvés, sécurisent effectivement une partie des terres que les communautés autochtones détiennent, mais ne couvrent jamais l'ensemble de la zone qu'elles utilisent depuis des décennies, le processus est également très lent et peu fructueux », explique-t-il. « Le nouvel amendement va rendre ce processus encore plus compliqué. »

« Les législations foncières et forestières actuelles ne se préoccupent pas de notre bien-être », dit un dirigeant communautaire africain. « Elles profitent à l'État central et aux forces du marché. Nous sommes exclus de la fête. Nous voulons un futur où les lois nous placent au cœur de la gestion des terres et des forêts. »

« Nos terres ancestrales sont bien connues des nôtres, par chaque clan pygmée, via nos propres activités d'extraction de ressources », explique un dirigeant autochtone en Afrique. « Ces terres ne nous sont pas garanties à ce jour

par le droit moderne... Nous ne sommes pas contre les zones protégées, mais nous sommes contre les accords fonciers qui nous excluent. Nous avons donc besoin d'avoir des territoires ancestraux, comme les [peuples autochtones] de certains pays d'Amérique du Sud, avec des documents et des titres authentifiant notre statut irrévocable de propriétaires. »

Certains dirigeants disent qu'ils anticipent un changement politique qui pourrait permettre d'améliorer les lois et règlements des gouvernements nationaux et locaux. Mais d'autres pensent que les lois nationales deviendront plus contraignantes et changeront soudainement de sorte que les communautés ne disposant pas d'informations "privilégiées" auront du mal à suivre. »

Certains dirigeants espèrent qu'à l'avenir un plus grand nombre de personnes au sein des communautés seront mieux informés de leurs droits et de leurs possibilités, ainsi que des moyens de les faire valoir. Ils s'attacheront à mettre en œuvre les lois nationales et locales existantes et à faire en sorte que les institutions territoriales gouvernantes obtiennent les informations et le soutien dont elles ont besoin.

D'autres sont moins optimistes quant à ce qui se passera au niveau national, leur priorité sera d'arrêter le recul des lois et des protections et de maintenir les acquis déjà obtenus.

« Parfois, les nouvelles lois sur la terre sont conçues pour éloigner les communautés de leurs terres », dénonce un dirigeant communautaire en Afrique.

Ces dirigeants moins optimistes estiment que les espaces nationaux et locaux vont se rétrécir, même si les espaces mondiaux seront plus ouverts. Pour eux, les alliés internationaux et les espaces mondiaux auront de plus en plus d'importance.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE :

« *Nous voulons mener nos propres affaires* »

De nombreux dirigeants abordent l'importance des entreprises et d'un revenu décent pour les familles de leurs communautés. Plusieurs ont souligné le rôle des femmes dans le développement d'initiatives économiques réussies.

« J'aimerais voir les femmes jouer un rôle économique mieux reconnu et plus productif, menant ce type de processus dans les territoires », confie un dirigeant autochtone d'Amérique latine.

« Nous rêvons d'un tourisme promu par les femmes, qu'il y ait des hôtels sur le territoire et qu'elles prennent les rênes du secteur », raconte une dirigeante autochtone d'Amérique latine.

D'autres soulignent l'importance de développer de nouveaux modèles commerciaux et des alternatives aux approches occidentales conventionnelles.

« Bien vivre, c'est aussi penser à un changement de modèle économique, sortir de l'exploitation débridée du bois, des minéraux et des eaux basée sur la cupidité », détaille un dirigeant autochtone brésilien. « Il faut donc changer ce modèle économique et passer à une autre logique qui ne soit pas aussi prédatrice... Il est nécessaire d'utiliser les ressources naturelles pour générer des revenus, mais pas à grande échelle, via ces monocultures. [Il s'agit] d'utiliser de manière durable ce qui existe déjà dans la nature et, bien sûr, se prémunir de l'invasion des prospecteurs et des exploitants forestiers. »

« Nous aspirons, d'ici 20 ou 30 ans, à avoir une économie autochtone basée sur nos principes et notre vision du monde avec un modèle de

gestion différent d'une entreprise capitaliste », affirme un dirigeant autochtone d'Amérique latine. « C'est-à-dire une entreprise axée sur la conservation et une meilleure utilisation des produits qui se trouvent dans le Bassin amazonien. »

« Notre idée est de maintenir nos systèmes agricoles, mais avec une orientation plus commerciale », annonce un autre dirigeant latino-américain. « En travaillant avec nos alliés, nous pouvons parvenir à une ferme rentable, une ferme qui peut générer un revenu décent pour les familles... La richesse se trouve à la ferme. »

« Nous voulons mener nos propres affaires », résume un jeune dirigeant autochtone d'Asie. « Pas des affaires au bénéfice des autres. Nous avons beaucoup de produits. »

D'autres voient dans les collectifs le potentiel pour renforcer les entreprises locales.

« Notre système global démotive les femmes dans les entreprises et sur les marchés », explique une dirigeante autochtone d'Asie. « Même des gens comme moi doivent se battre pour le transport des produits. En conséquent, un centre de collecte au niveau local, le renforcement des compétences des femmes en matière de négoce, de coordination et de négociation, ainsi que la formation à la production de qualité, pourraient être des solutions. »

TECHNOLOGIE :

« *C'est comme une machette tranchante* »

Les technologies de l'information et de la communication seront à la fois une source de tensions et d'opportunités dans les années à venir, selon les dirigeants que nous avons interrogés. Tous nos interlocuteurs pensent qu'un accès à internet de qualité sera à l'avenir primordial pour les communautés. Les téléphones portables et autres outils de communication seront essentiels pour le travail des réseaux – les communautés auront de meilleurs liens avec leurs dirigeants et entre elles, et elles utiliseront de plus en plus les technologies pour la planification, le signalement des violences, la cartographie, la lutte contre la déforestation et d'autres activités.

« L'utilisation de la technologie présente une multitude de possibilités pour nos actions, l'une des plus évidentes étant qu'elle peut faciliter notre communication », assure un dirigeant autochtone d'Amérique latine. « [Elle] ouvre de nombreuses portes et améliore le travail des organisations autochtones qui parviennent à développer leurs capacités [à les utiliser]. »

Certains dirigeants pensent que la technologie peut aider à surmonter les barrières linguistiques et culturelles, leur permettant ainsi de mieux s'engager à travers divers groupes linguistiques dans « l'intermédiation culturelle » nécessaire pour construire des réseaux nationaux, régionaux et mondiaux.

Néanmoins, de nombreux défis devront être surmontés – comme le manque de capacités dans l'adoption des nouvelles technologies et le manque d'accès à celles-ci. En outre, les dirigeants s'inquiètent des effets négatifs des nouvelles technologies, notamment vis-à-vis des réseaux sociaux et de la désinformation.

« Nous vivons à une époque où le pouvoir des mensonges est bien plus grand que celui

des vérités que nous développons avec nos communautés, car il y a plus de gens qui détruisent que de gens qui construisent », regrette un activiste d'Amérique latine.

Certains dirigeants ont noté que les technologies de l'information et de la communication s'immiscent dans la vie familiale.

« Ces technologies ont entraîné une désintégration de la famille et une diminution de l'écoute, car nous nous concentrons sur la technologie et oublions qu'assis à côté de nous, il y a une personne qui a besoin d'être entendue », dénonce un dirigeant afro-descendant d'Amérique latine.

Pour certains, les effets négatifs des technologies de l'information et de la communication l'emportent sur les avantages potentiels.

« Aujourd'hui, la technologie est souvent mal utilisée, elle ne sert qu'à jouer à des jeux sur des téléphones portables », regrette un dirigeant autochtone asiatique. « Elle est rarement utilisée pour produire des informations et des contenus relatifs aux peuples autochtones. »

« La technologie, c'est comme une machette tranchante », explique un dirigeant autochtone latino-américain. « Tout dépend des mains qui la tiennent et de l'usage qui en est fait. »



RÉSUMÉ :

« *Recourir au futur* »

En menant les entretiens évoqués ici, nous avons eu le sentiment que malgré des siècles de tradition, des changements se produisent au sein des peuples autochtones, des communautés locales et des populations afro-descendantes, et reflètent des évolutions plus générales à travers le monde. Le commentaire d'un dirigeant autochtone latino-américain en est peut-être la meilleure illustration.

« Les désirs, les espoirs, les représentations et les objectifs actuels ne sont pas les mêmes qu'il y a 20 ou 50 ans », explique-t-il. « Dans le même temps, tout a changé et continue de changer rapidement. Les besoins des individus, des familles et des communautés ont beaucoup changé..... Des mouvements autochtones ont émergé avec les voix des jeunes, des femmes, des personnes LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes), des handicapés, des étudiants autochtones, qui revendiquent leurs droits avec plus de vigueur. »

Peut-être qu'à l'avenir, les sociétés reconnaîtront qu'il y a beaucoup à gagner à mieux écouter les peuples autochtones, les communautés locales et les populations afro-descendantes.

« Ce qui manque aujourd'hui », affirme un dirigeant autochtone du Brésil, « c'est que la société brésilienne admette que les peuples autochtones comprennent aussi ce que gérer signifie, et qu'ils ont le droit de faire partie du processus de construction d'un pays meilleur. »

« Nous devons maintenant avancer vers l'autodétermination, non seulement pour les peuples autochtones, mais aussi pour tous les humains », affirme un jeune dirigeant autochtone en Asie. « Chaque humain a le droit à l'autodétermination. »

Un dirigeant (d'Amérique latine) a confié que s'il avait trouvé l'approche de la pensée de ciel bleu difficile au départ, elle s'est finalement avérée être très utile.

« Après un temps, j'ai atteint le futur », dit-il. « J'ai besoin de plus de temps pour réfléchir comme ça. J'aimerais que davantage d'alliés nous aident à prendre le temps et l'espace pour réfléchir à ce qui se passe et à ce qui va se passer, et pour nous aider à y mettre de l'ordre. Penser l'avenir de manière ordonnée est une capacité importante qu'un dirigeant peut apporter à sa base et aux stratégies que nous développons. »





rightsandresources.org